

LA DECLARATION DES REVENUS IMPOSABLES**UNITED ZAIRE BUSINESS COMPANY c/ DIRECTION GENERALE DES CONTRIBUTIONS****R.A.A. 056**

Doivent être pris en considération car déposés dans le délai légal, la déclaration fiscale et les bilans d'une société confiés à la poste le dernier jour de l'expiration du délai, pour envoi sous pli recommandé et parvenus à la Direction Générale des Contributions plusieurs jours plus tard.

Porteur d'une procuration spéciale lui délivrée le 27 juin 1991 par Madame AZIZA KULSUM, Associé-Gérante de la Société UZABUCO, Maître Ngele, Avocat au barreau de Kinshasa a introduit en date du 28 juin un recours en appel contre une décision du Directeur Général des Contributions qui fut enrôlé sous RAA 056;

Introduit dans la forme légalement prescrite, ce recours sera reçu;

A l'appui de son recours, la Société UZABUCO expose qu'à la suite de la promulgation de l'ordonnance-loi n°89/017 du 18 février 1989 autorisant la réévaluation de l'actif immobilier des sociétés, le Commissaire d'Etat aux Finances annonça par son communiqué du 27 mars 1989 le rapport de la date de dépôt des déclarations fiscales et du bilan au 17 avril 1989;

En cette même date du 17 avril 1989, la société UZABUCO adressa au Directeur Général des Contributions, B.P. 8616 à Kinshasa, sous pli recommandé à la poste de Bukavu enregistré sous le n°333/C, sa déclaration fiscale ainsi que son bilan qui furent réceptionnés à Kinshasa le 19 avril 1989;

Ces documents furent rejetés par le Directeur Général des Contributions au motif qu'ils ont été déposés en retard;

Par sa lettre n°UZB/AG/364/KK/90 du 5 juillet 1990, la Société UZABUCO introduisit son recours contre cette décision de rejet étant donné que sa déclaration fiscale fut déposée non pas le 19 avril 1989, mais bien en date du 17 avril sous pli recommandé;

Mais au lieu de prendre en compte le recours lui adressé par UZABUCO, le Directeur Général des Contributions le rejeta en insistant une fois de plus sur la transmission tardive des documents susdits confirment ainsi sa décision contenue dans sa lettre n°06/125/DG.C/A.9/90 du 12 juin 1990 et c'est dans ces circonstances que la représentante fut amenée à saisir la Cour de céans en vertu des dispositions de l'article 143 de l'ordonnance n°88-039 du 10 mars 1988 portant création de la Direction Générale des Contributions;

L'unique moyen développé par UZABUCO à l'appui de

son recours concerne la violation par la partie adverse des dispositions de l'article 98 de l'ordonnance-loi n°69-009 du 10 février 1969 telle que modifiée et complétée à ce jour portant contributions cédulaires sur les revenus en ce que la décision attaquée affirme que la déclaration fiscale incriminée devait être déposée à Kinshasa alors que l'article 98 du texte ci-haut cité dispose que la déclaration doit être souscrite sur un formulaire de l'administration fiscale que le redevable doit remplir dater et renvoyer à la Direction Générale des Contributions à Kinshasa avant le 1er avril de l'année suivant celle de l'exercice d'imposition.

Pour la requérante, cette disposition légale n'impose nullement le dépôt au 1er avril mais bien le renvoi de la déclaration à la Direction Générale des Contributions;

Tenant compte du communiqué officiel du Ministre des finances ayant prolongé la date du dépôt au 17 avril 1989, la société UZABUCO conclut qu'ayant prouvé que sa déclaration ainsi que son bilan ont été envoyés à Kinshasa, le 17 avril 1989, c'est à tort que la Direction Générale des Contributions a qualifié cette transmission de tardive et demande à la Cour d'annuler la décision n°05668/D.G./A./91 du Directeur Général des Contributions et dire pour droit que la déclaration fiscale ainsi que le bilan ont été déposées dans le délai légal et doivent être pris en compte;

A l'audience publique du 3 décembre 1991, bien régulièrement atteinte, la partie adverse n'a pas comparu ni personne en son nom; d'où la procédure de défaut fut requise et retenue à son endroit;

Pour la Cour, la société UZABUCO ayant respecté la loi en la matière, son recours sera dit recevable et fondé;

C'EST POURQUOI;

La Cour-section administrative:

Statuant par défaut à l'égard de la Direction Générale des Contributions, le Ministère public entendu en son avis écrit conforme;

Déclare le recours de UZABUCO recevable et fondé.

Annule la décision n°0569/DGM/M.V/91 sans date prise par le Directeur Général des Contributions et dit pour droit que la déclaration fiscale et les bilans de la Société UZABUCO transmis sous pli recommandé n°333/C ont été déposées dans le délai légal et doivent être pris en considération;

Met les frais d'instance à charge de la Direction Générale des Contributions;

Ainsi arrêté et prononcé par la Cour d'Appel de Kinshasa/Gombe en audience publique du 18/6/1992 à laquelle siégeaient les magistrats Malonda, Président, Makaya et Ngula, Conseillers avec le concours de Ifanga, O.M.P. et l'assistance de Mutombo, Greffier du siège;

